

**MAIRIE  
de CHARQUEMONT**

**DECLARATION PREALABLE  
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

**Demande déposée le 21/03/2023**

**N° DP 025 127 23 R0021**

Par :	<b>Communauté de Communes du Pays de MAICHE, représentée par Monsieur VILLEMAIN Franck</b>
Demeurant à :	<b>24 Rue MONTALEMBERT 25120 MAICHE</b>
Sur un terrain sis à :	<b>RD 464 Lieu-dit Grand Crot 25140 CHARQUEMONT 127 AN 65, 127 AN 66</b>
Nature des Travaux :	division en vue de construire

MAIRIE de

28 AVR. 2023

CHARQUEMONT

SOUS - PREFECTURE

27 AVR. 2023

MONTBELIARD

### **Le Maire de CHARQUEMONT**

VU la déclaration préalable présentée le 21 mars 2023 par la Communauté de Communes du Pays de MAICHE, représentée par Monsieur VILLEMAIN Franck, demeurant à 24 RUE MONTALEMBERT, à MAICHE (25120), ensemble le dossier qui l'accompagne, tendant à une division en vue de construire issue des terrains cadastrés AN 65 et AN 66, d'une superficie totale de 7 827 m<sup>2</sup>, sis RD 464 lieu-dit Grand Crot à CHARQUEMONT (25140), tel que délimité sur le plan joint en annexe, affichée en mairie le 27 mars 2023,  
VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,  
VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de CHARQUEMONT approuvé par délibération municipale du 11 octobre 2011, mis à jour par arrêté municipal du 14 novembre 2011, révisé en date du 01 juillet 2013 et modifié suivant une procédure simplifiée du 12 septembre 2016, opposable depuis le 23 septembre 2016,  
VU l'avis de la Communauté de Communes du Pays de Maïche (CCPM) / service assainissement en date du 24 mars 2023,  
VU l'avis de la Communauté de Communes du Pays de Maïche (CCPM) / service eau potable en date du 24 mars 2023,  
VU l'avis d'ENEDIS en date du 13 avril 2023,  
VU l'avis favorable sous conditions du Département du DOUBS/Direction des routes, infrastructures et des transports/STA de Pontarlier en date du 21 avril 2023,

**ARRETE n° URB 2023-36**

**Article 1** : Il n'est pas fait opposition à la présente déclaration préalable sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2 et suivants.

**Article 2** : La division des lots devra être conforme aux pièces jointes en annexe au présent arrêté.

**Article 3** : Le projet est soumis aux prescriptions suivantes :

- **PLU** : Les terrains se situent en zone Uy du Plan Local d'Urbanisme susvisé. Les constructions devront respecter le règlement de cette zone.
- **Accès** : Conformément à l'avis du Département du DOUBS/Direction des routes, infrastructures et des transports/STA de Pontarlier annexé à la présente décision, le demandeur devra impérativement adresser une demande de permission de voirie pour la création d'accès avec plans d'aménagement détaillés de l'accès sur la RD 461 auprès du gestionnaire de voirie.
- **ENEDIS** : La puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit est de 12 kVA triphasé.
- Les travaux d'équipement et de viabilité seront exécutés en accord avec les services techniques et concessionnaires intéressés.

**Article 4** : En application de l'article R424.15 du code de l'urbanisme, mention de la présente autorisation devra être affichée sur le terrain, de manière visible de l'extérieur et lisible de la voie publique, par les soins de son bénéficiaire, dès notification de l'arrêté ou dès de la date à laquelle la présente autorisation a été acquise de façon tacite et pendant toute la durée du chantier.

Le modèle de panneau d'affichage conforme aux prescriptions des articles A 424.15 à 424.19, est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Cet affichage mentionne l'obligation, prévue à peine d'irrecevabilité par l'article R600.1 du code de l'urbanisme, de notifier tout recours administratif ou tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis.

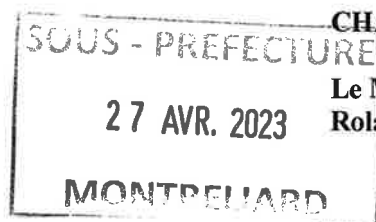
**Article 5** : La déclaration portant sur une division sans travaux, la présente autorisation sera périmée si l'aménagement n'a pas eu lieu dans le délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté ou de l'intervention tacite de la décision, en application des dispositions de l'article R 424.18 du code de l'urbanisme.

**Article 6** : La présente autorisation permet la vente ou la location du lot ainsi que la délivrance des permis de construire.

**Article 7** : La présente autorisation est exécutoire à compter de sa notification au bénéficiaire (et de sa transmission au préfet dans les conditions définies à l'article R 424.12 du code de l'urbanisme).

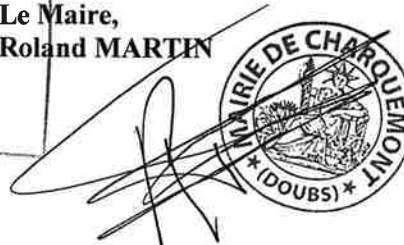
**Article 8** : Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

- M. le Préfet du Doubs - (M. le Sous-Préfet de Montbéliard)
- M. le Directeur des Services Fiscaux du Doubs - 1ere division - section2. 83 rue de Dole 25042 BESANCON CEDEX



CHARQUEMONT, le 21 avril 2023

Le Maire,  
Roland MARTIN



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.  
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.  
L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.  
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

